

Convention collective

IDCC : 8532. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
(BRETAGNE)**

(13 juin 1991)

(Etendue par arrêté du 16 décembre 1991,
Journal officiel du 31 décembre 1991)

AVENANT N° 41 DU 9 JUIN 2009

NOR : *AGRS0997109M*

IDCC : 8532

Entre :

Les entrepreneurs des territoires, fédération Bretagne ;

Le syndicat des prestataires de services avicoles ;

Le SDETAR des Côtes-d'Armor,

D'une part, et

L'union régionale FGA CFDT ;

L'union régionale CFTC ;

L'union régionale CFE-CGC ;

La FGTA CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 35 de la convention collective sont modifiées pour être rédigées comme suit :

« Article 35

Majorations de salaires

A. – Principes généraux

Les heures supplémentaires sont celles qui sont effectuées au-delà de la durée normale du travail effectif définie au paragraphe A de l'article 28, soit 35 heures par semaine.

En cas d'annualisation de la durée du travail, le plafond supérieur de la modulation ne peut excéder 48 heures hebdomadaires. Les heures supplémentaires correspondent :

- aux heures effectuées au-delà du plafond ;
- à l'exclusion de ces dernières, aux heures effectuées au-delà de 1 607 heures au terme de la période de 12 mois consécutifs correspondant à la période d'annualisation.

Les heures supplémentaires donnent lieu à une majoration de salaire fixée ainsi qu'il suit :

- au-delà d'une durée normale de travail de 35 heures par semaine et jusqu'à 43 heures inclusivement, majoration de 25 % du salaire horaire ;
- au-delà d'une durée de travail de 43 heures par semaine, majoration de 50 % du salaire horaire. Cette majoration de 50 % pour les heures au-delà de la 43^e s'applique également même si les heures accomplies au-delà de la 35^e comportent soit des heures de variation effectuées en application de l'article 32 ci-dessus, soit des heures de récupération effectuées en application des articles L. 713-4 et R. 713-4 du code rural.

Conformément à l'article L. 713-7 du code rural, le paiement des heures supplémentaires peut être remplacé par un repos rémunéré de 1 h 15 pour chacune des 8 premières heures supplémentaires et de 1 h 30 pour chacune des heures supplémentaires suivantes.

En outre, tout travail entre 21 heures et 6 heures du matin est considéré comme travail de nuit, et ces heures subissent en conséquence une majoration du salaire horaire de 50 %.

B. – Journaliers

Pour les journaliers et les salariés occasionnels qui exécutent moins de 35 heures par semaine, les heures supplémentaires seront celles effectuées au-delà de 7 heures par jour en moyenne, calculées sur la semaine civile chez un même employeur.

C. – Mise en place et enlèvement de volailles

Le travail de nuit est une spécificité des travaux de mise en place ou d'enlèvement de volailles assuré par certaines entreprises de prestations de services à l'aviculture.

Pour leur personnel, et par dérogation au principe général mentionné au dernier alinéa du paragraphe A ci-dessus, cette sujétion ouvre droit pour le salarié à un repos rémunéré égal à 25 % du total des heures de chantier effectuées de jour comme de nuit au cours du mois considéré. »

Article 2

Les dispositions de l'article 30 de la convention collective sont modifiées et rédigées comme suit :

« Article 30

Garantie mensuelle de salaire

Les salariés permanents à temps complet bénéficient d'une rémunération basée sur la durée hebdomadaire normale de travail effectif définie à l'article 28 ci-dessus, soit 35 heures par semaine.

Le salaire mensuel uniforme est obtenu en multipliant le salaire horaire par 151,67 heures.

Les heures travaillées au-delà de 35 heures par semaine sont payées en sus du salaire mensuel déterminé ci-dessus en appliquant les majorations prévues à l'article 35 de la présente convention collective.

En cas d'absence non rémunérée, l'employeur pourra opérer sur le salaire mensuel de la paie considérée, une retenue égale à la rémunération correspondant au nombre d'heures de travail non effectuées, soit par heure 1/151,67 du salaire mensuel uniforme.

Dans les entreprises dont la durée collective hebdomadaire de travail demeure fixée à 39 heures, le salaire mensuel uniforme s'obtient en multipliant le salaire horaire par 169 heures et en ajoutant les majorations pour heures supplémentaires prévues à l'article 35 ci-dessous.

Lorsque la durée collective hebdomadaire de travail est ainsi fixée à 39 heures, l'employeur pourra opérer, en cas d'absence non rémunérée, une retenue égale à la rémunération correspondant au nombre d'heures de travail non effectuées, soit par heure 1/169 du salaire mensuel uniforme tel que défini au paragraphe précédent. »

Article 3

La dernière phrase de l'article 37 de la convention collective est modifiée et rédigée comme suit :

« Outre les cas prévus par les textes, sont assimilées à un temps de travail effectif pour le calcul des congés les absences pour maladie ou accident d'origine professionnelle justifiées dans les conditions prévues à la présente convention, dans la limite de la durée totale d'indemnisation. »

Sous réserve de leur extension, les dispositions du présent avenant entreront en vigueur au 1^{er} mai 2008 pour une durée indéterminée.

Article 4

Dépôt

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant et s'engagent à le déposer auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Loudéac, le 9 juin 2009.

(Suivent les signatures.)